



COMMUNE DE CLAPIERS  
www.ville-clapiers.fr

## **Compte rendu du Conseil Municipal du 27 mai 2014 à 18 h 30, réuni sous la présidence de Monsieur Eric PENSO, Maire.**

---

**Etaient Présents :** Eric PENSO - France GABORIT - Thierry VINDOLET - Thierry NOEL - Servane BESSOLES - Brigitte MIAS – Guillaume BUREL – Monique BARON - Gilles DUTAU - Gabrielle CROUZIL - Guy MARTRE - Simon UGUEN - Marjolaine AVENTURIER - Julien BASCOUL - Anne VINCENT-FAGOT – Vanesa DEDIEU - Guy FILLET - Michel CHASTAING – Valérie ADAM – Bernard DUVIC - Faouzia DAHMANE – Logan GIRARD – Marie-Noëlle SIBIEUDE.

**Etaient Représentés :** Bernadette BRISARD-DE NONI par Thierry VINDOLET - Gilles CHRETIEN par Eric PENSO - Séverine TEILHARD-RIOLA par Thierry NOEL - Yves FANJAUD par France GABORIT - Christine DAVY par Brigitte MIAS - Vincent MEYNIER par Gilles DUTAU.

**Nombre de conseillers :**

- En exercice : 29
- Présents : 23
- Votants : 29

-----

Monsieur le Maire ouvre la séance et constate que le quorum est atteint.  
L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

### **00 - Approbation du procès-verbal de la séance du 24 avril 2014**

Le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 24 avril 2014 est adopté à l'unanimité.

### **01 - Affaires générales - Application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des décisions qu'il a prises, par délégation du Conseil Municipal, depuis la séance du 24 avril 2014:

- **Décision n° 2014-016 du 22 mai 2014** : Conclusion d'un marché de travaux avec l'entreprise SARL JPL domiciliée à Teyran (34820) d'un montant de 6 500.00 € HT pour des travaux de débroussaillage au Bois de la Plaine tranches fermes zones 1 et 2 et tranches conditionnelles zones 3 et 4,
- **Décision n° 2014-017 du 26 mai 2014** : Cession du tracteur Renault (n° d'inventaire : V1995-3994XE34) pour pièces détachées à Monsieur Claude MEJEAN domicilié à Saint Félix de Pallières (30140) pour un montant de 150,00 €.

Le Conseil Municipal en prend acte.

### **02 - Affaires générales - Constitution de la Commission d'appel d'offres et désignation des élus siégeant à cette commission**

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n° 2014/05/10 en date du 8 avril 2014, le Conseil Municipal a désigné les membres de la Commission d'Appel d'Offres conformément aux dispositions des articles L 2121-

21, L 2121-22 du code général des collectivités territoriales et aux dispositions de l'article 22 du code des marchés publics.

Il rappelle que les membres suivants ont été élus :

- Membres titulaires : France GABORIT, Julien BASCOUL, Gilles CHRETIEN, Michel CHASTAING, Logan GIRARD
- Membres suppléants : Thierry VINDOLET, Anne VINCENT-FAGOT, Vincent MEYNIER, Marie-Noëlle SIBIEUDE, Bernard DUVIC

La liste « *Agir ensemble pour Clapiers* » avait obtenu 23 voix et les listes réunies « *Clapiers durable et participatif* » « *Faire réussir la gauche au service des Clapiérois* » « *Clapiers en toute confiance* » avaient obtenu 6 voix.

Il indique que suite à une erreur dans la formule contenue dans le tableur, les listes réunies « *Clapiers durable et participatif* » « *Faire réussir la gauche au service des Clapiérois* » « *Clapiers en toute confiance* » ne pouvaient pas obtenir deux sièges mais un seul siège.

En effet, le calcul de répartition des sièges à la représentation proportionnelle au plus fort reste obéit à la formule suivante :

- 1ère répartition : Le nombre de sièges est obtenu par le calcul suivant : suffrages exprimés pour chaque liste divisés par le quotient électoral lequel est obtenu en divisant le nombre d'élus par le nombre de sièges à pourvoir.

Au cours de cette première répartition la liste « *Agir ensemble pour Clapiers* » avait obtenue 3.97 ce qui lui a valu 3 sièges et les listes réunies « *Clapiers durable et participatif* » « *Faire réussir la gauche au service des Clapiérois* » « *Clapiers en toute confiance* » avaient obtenue 1.03 ce qui leur a valu 1 siège.

- 2ème répartition (au plus fort reste) : le nombre de sièges restant à répartir est obtenu par le calcul suivant : nombre de voix obtenues par chaque liste moins le produit du nombre de sièges obtenus multiplié par le quotient électoral.

Au cours de cette 2ème répartition, une erreur de calcul a été commise puisque il a été comptabilisé un chiffre de 5.60 pour la liste « *Agir ensemble pour Clapiers* » et un chiffre de 6 pour les listes réunies « *Clapiers durable et participatif* » « *Faire réussir la gauche au service des Clapiérois* » « *Clapiers en toute confiance* » alors que ces dernières n'ont en réalité obtenue que 0.20 ce qui laissait donc le dernier siège à pourvoir à la liste « *Agir ensemble pour Clapiers* ».

Il propose donc au Conseil Municipal :

- d'annuler la délibération n° 2014/05/10 du 8 avril 2014,
- de constituer la Commission d'Appel d'Offres pour la durée du mandat.
- de procéder à la désignation des membres titulaires et suppléants appelés à siéger au sein de cette commission selon la règle de la représentation proportionnelle au plus fort reste prescrite par l'article 22 du code des marchés publics.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré décide :

- à l'unanimité d'annuler la délibération n° 2014/05/10 du 8 avril 2014,
- à la majorité absolue (23 voix pour – 6 voix contre) de constituer la Commission d'Appel d'Offres pour la durée du mandat.

La liste « *Agir ensemble pour Clapiers* » propose les membres suivants :

- Membres titulaires : France GABORIT, Julien BASCOUL, Gilles CHRETIEN, Gabrielle CROUZIL, Gilles DUTAU
- Membres suppléants : Thierry VINDOLET, Anne VINCENT-FAGOT, Vincent MEYNIER, Servane BESSOLES, Monique BARON.

Les listes réunies « *Clapiers durable et participatif* » « *Faire réussir la gauche au service des Clapiérois* » « *Clapiers en toute confiance* » proposent les membres suivants :

- Membre titulaire : Michel CHASTAING,
- Membre suppléant : Marie-Noëlle SIBIEUDE,

Le Conseil Municipal, après avoir voté à bulletin secret selon le mode de scrutin ci-dessus mentionné, désigne les membres de la commission d'appel d'offres ainsi qu'il suit :

- Membres titulaires : France GABORIT, Julien BASCOUL, Gilles CHRETIEN, Gabrielle CROUZIL, Michel CHASTAING,
- Membres suppléants : Thierry VINDOLET, Anne VINCENT-FAGOT, Vincent MEYNIER, Servane BESSOLES, Marie-Noëlle SIBIEUDE.

23 voix sont obtenues par la liste « *Agir ensemble pour Clapiers* », 6 voix pour les trois listes réunies « *Clapiers durable et participatif* » « *Faire réussir la gauche au service des Clapiérois* » « *Clapiers en toute confiance* ».

### **03 Affaires générales - Constitution de la commission communale des Impôts directs**

Monsieur le Maire rappelle qu'il convient, en application de l'article 1650 du Code général des Impôts de renouveler les membres de la commission communale des impôts directs dont le mandat est arrivé à expiration.

Il rappelle que cette commission, outre le Maire ou l'Adjoint délégué qui en assure la Présidence, comprend 8 commissaires titulaires et 8 commissaires suppléants désignés par le directeur des services fiscaux sur une liste de contribuables, en nombre double dressé par le Conseil Municipal.

Il propose au Conseil Municipal de dresser ainsi qu'il suit la liste des contribuables à proposer au directeur des services fiscaux :

| NOM et Prénom                | Adresse                      | Date et lieu de naissance               | Profession                              | Commune de domiciliation |
|------------------------------|------------------------------|---|---|--------------------------|
| <b>Titulaires proposés</b>   |                              |   |   |                          |
| BERTRAND Paul                | 12 rue Georges Bizet         | 06/11/1984 à AUCH (032)                 | Consultant en finances publiques        | Clapiers                 |
| FILLET Guy                   | 103 impasse de la Marjolaine | 18/08/1947 à LEUC (011)                 | Inspecteur des impôts (retraité)        | Clapiers                 |
| MEZY Jean-Pierre             | 10, rue des Moulières        | 19/05/1942 à CLAPIERS (034)             | Retraité de l'éducation nationale       | Clapiers                 |
| CORNUT Michel                | 11 chemin de Cabriès         | 29/11/1947 à LE PUY (043)               | Expert comptable (retraité)             | Clapiers                 |
| ZIMBRIS Alain                | 2 allée des Oliviers         | 08/01/1936 à EL ARIANA (Tunisie)        | Enseignant Lycée professionnel          | Clapiers                 |
| BALLER Daniel                | 2, rue de la Pistoule        | 19/11/1940 à CARHAIX-PLOUGUER (029)     | Colonel des armées (retraité)           | Clapiers                 |
| CROUZIL Gabrielle            | 2 rue Paul Pallares Roche    | 15/03/1959 à MOSTAGANEM (Algérie)       | Assistante Familiale                    | Clapiers                 |
| BRUN Jean-Claude             | 6 place Pioch de Cabriès     | 20/02/1944 à LANGOGNE (048)             | Hydrobiologiste (retraité)              | Clapiers                 |
| ARRAOU Jean-Louis            | 36 allée du Clos des Pins    | 14/08/1948 CLERMONT L'HERAULT (034)     | Cadre des CHU (retraité)                | Clapiers                 |
| GASIGLIA Georges             | Val aux Vignes               | 03/01/1933 à NICE (06)                  | Commercial (retraité)                   | Clapiers                 |
| BRABET Elisabeth             | 45 rue des Génévriers        | 31/01/1946 à NIMES (30)                 | Médecin (retraîtée)                     | Clapiers                 |
| GAUFFIER Christian           | 2 allée des Charmes          | 14/02/1939 à ROCHEFORT-MONTAGNE (63)    | Retraité de l'enseignement supérieur    | Clapiers                 |
| BOYER Didier                 | 23 rue Jean Fallet           | 29/01/1961 à ALES (30)                  | Fonctionnaire Territorial               | Clapiers                 |
| TROISVILLE Marie Josée       | 28 rue des Moulières         | 07/03/1959 à CLERMONT FERRAND (63)      | Travailleuse sociale                    | Clapiers                 |
| PHAI PANG Mona               | 2 bis, rue de la source      | 12/11/1953 à KOMPONG-CHHNANG (Cambodge) | Demandeur d'emploi                      | Clapiers                 |
| HOCQUEMILLER ép DADOIT Agnès | 45, rue Buffon               | 09/09/1970 à MONTPELLIER (34)           | Comptable notarial                      | TOURS (37000)            |
| <b>Suppléants proposés</b>   |                              |   |   |                          |
| ROLLAND Gérard               | 13 rue du Bosc               | 22/02/1935 à ST BAUZILLE DE PUTOIS (34) | Retraité de l'enseignement supérieur    | Clapiers                 |
| BACCI Bernard                | 10 rue de l'Occitanie        | 04/08/1946 à MONTPELLIER (34)           | Cadre des assurances (retraité)         | Clapiers                 |
| CAMMAL Claude                | 8 rue des Mourguettes        | 15/12/1941 à JACOU (34)                 | Cadre Banque (retraité)                 | Clapiers                 |
| ALBANESE Norbert             | 20 rue Clos du Fesquet       | 13/11/1947 à MONTPELLIER (34)           | Artisan (retraité)                      | Clapiers                 |
| PERALDI Jean-François        | 4 rue des Méridiennes        | 15/10/1950 à MARSEILLE (13)             | Policier municipal (retraité)           | Clapiers                 |
| LE NEEL Fernand              | 221 Allée Bois du Prieur     | 02/02/1940 à TREMELOIR (22)             | Retraité                                | Clapiers                 |
| SIVADE André                 | 114 rue de la Farigoule      | 26/05/1938 à SIGEAN (11)                | Retraité de l'enseignement supérieur    | Clapiers                 |
| DE TURCKEIM Yves             | Mas de Garde, route d'Assas  | 01/08/1950 à CASABLANCA (Maroc)         | Pépiniériste                            | Clapiers                 |
| BIENVENUE Alain              | 290 rue des Chênes Verts     | 02/06/1938 à TOULON (083)               | Professeur (retraité)                   | Clapiers                 |
| HERMET Pierre                | 14 rue de l'Olivette         | 07/09/1934 à MARSEILLE (13)             | Principal du Collège (retraité)         | Clapiers                 |
| FORCADE Henri                | 362, rue de Baillarguet      | 12/07/1946 à PERPIGNAN (66)             | Agent de l'ONF (retraité)               | Clapiers                 |
| MAZELLA Claude               | 25 Plan du Clapas            | 16/05/1959 à ALGER (Algérie)            | Technicien de fabrication en pâtisserie | Clapiers                 |
| HEBERT Jean-Paul             | 38 rue de la Valette         | 20/10/1943 à LE HAVRE (76)              | Chercheur (retraité)                    | Clapiers                 |
| PEREIRA Bento                | 6 avenue Charles de Gaulle   | 15/01/1955 à FERREIROS (Portugal)       | Métallier (invalide)                    | Clapiers                 |
| BUI XUAN Myriam              | Chemin des Térébinthes       | 01/07/1952 à VICHY (03)                 | Professeur de gestion                   | Clapiers                 |
| ANDRE Ep VARGAS Catherine    | 849, chemin de Nouau         | 01/02/1960 à MILLAU (12)                | Secrétaire comptable                    | Prades Le Lez (34730)    |

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, désigne à l'unanimité (6 abstentions) les membres ci-dessus mentionnés.

#### **04 - Affaires générales - Désignation d'un représentant au sein de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier**

Monsieur le Maire rappelle qu'aux termes d'une délibération en date du 21 septembre 2011, le Conseil Municipal a délibéré sur l'acquisition de 150 parts dans l'augmentation de capital de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier.

Il indique la nécessité de désigner un représentant de la Commune pour la représenter à l'Assemblée Générale et à toute instance de contrôle de la SAAM.

Il propose au Conseil Municipal la candidature de Gilles CHRETIEN. Il demande s'il y a d'autres candidatures. Monsieur Logan GIRARD propose sa candidature.

Le Conseil Municipal, après avoir voté à bulletin secret désigne à la majorité absolue (23 voix pour) Monsieur Gilles CHRETIEN en qualité de représentant de la Commune au sein de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier.

Monsieur Logan GIRARD obtient 6 voix.

#### **05 – Affaires générales - Désignation d'un représentant à la Commission Locale de l'Eau (CLE)**

Monsieur le Maire indique que la Commission Locale de l'Eau (CLE) du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Lez Mosson –Etangs Palavasiens a été constituée par arrêté préfectoral en 1994 et modifiée en 2002 et en 2013.

Il est indiqué que la Commune de Clapiers dispose d'un siège au sein de cette instance.

Il propose au Conseil Municipal la candidature de Thierry VINDOLET.

Il demande s'il y a d'autres candidatures.

Monsieur Michel CHASTAING propose sa candidature.

Le Conseil Municipal, après avoir voté à bulletin secret désigne à la majorité absolue (23 voix pour) Monsieur Thierry VINDOLET en qualité de représentant de la Commune à la Commission Locale de l'Eau.

Monsieur Michel CHASTAING obtient 6 voix.

#### **06 – Affaires générales - Adoption du règlement intérieur du Conseil Municipal**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la loi d'orientation du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République a prévu l'obligation pour les conseils municipaux des communes de plus de 3500 habitants de se doter d'un règlement intérieur qui doit être adopté dans les six mois qui suivent son installation.

Dans les communes de moins de 3500 habitants, c'est au Conseil Municipal qu'il appartient d'apprécier librement l'opportunité d'établir un tel règlement.

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le Conseil Municipal qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Aussi, ce règlement ne doit-il porter que sur des mesures concernant le fonctionnement du Conseil Municipal ou qui ont pour objet de préciser les modalités et les détails de ce fonctionnement.

La loi du 6 février 1992 impose néanmoins au Conseil Municipal l'obligation de fixer dans son règlement intérieur les conditions d'organisation du débat d'orientation budgétaire, les conditions de consultation des projets de contrats ou de marchés prévus à l'article L.2121-12 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), ainsi que les règles de présentation, d'examen et la fréquence des questions orales.

Il propose donc au Conseil Municipal d'adopter le règlement intérieur ci-joint.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à la majorité absolue (23 voix pour, 6 voix contre) le règlement intérieur du Conseil Municipal annexé à la présente.

## **07 – Affaires générales - Jury d’assises - Etablissement de la liste préparatoire pour l’année 2015**

Conformément aux articles 261 et suivants du code de procédure pénale, Monsieur le Maire rappelle qu’il doit être procédé comme chaque année à l’établissement de la liste préparatoire du jury d’assise pour l’année 2015. Cette liste est établie à partir d’une liste préparatoire constituée par chaque commune qui procède au tirage au sort d’un certain nombre de personnes.

Il indique que le nombre de personnes à tirer au sort est égal au triple du nombre de jurés fixé pour chaque Commune par arrêté préfectoral.

L’arrêté préfectoral n° 2014-01-175 du 3 février 2014 ayant fixé à 4 ce nombre, pour la Commune de Clapiers, il devra être procédé au tirage au sort de 12 personnes.

A cet effet, il indique que la Commune s’est dotée d’un nouveau logiciel pour les élections qui effectue automatiquement ce tirage au sort.

Le tirage qui a été effectué à partir de ce logiciel propose les personnes suivantes :

| <b>NOM – Prénom</b>             | <b>Adresse</b>                               |
|---------------------------------|--|
| BENSASSON Romain                | 9, rue Paul Pallarès Roche – 34830 CLAPIERS  |
| COSSIGNY Jean Erick             | 7, rue de Regagnas – 34830 CLAPIERS          |
| GIOVANNINI Monique              | 10, rue des Moulières – 34830 CLAPIERS       |
| MALOULI Lynda                   | 100, rue Aimé Césaire – 34830 CLAPIERS       |
| MIN Byung-Hee                   | 225, rue de Bissargues – 34830 CLAPIERS      |
| MORENO David                    | 200, rue Nelson Mandela – 34830 CLAPIERS     |
| SALES Jean-Baptiste Emmanuel    | 65, rue des Arbousiers – 34830 CLAPIERS      |
| SAUT Françoise Geneviève        | 20, rue du Stade – 34830 CLAPIERS            |
| SEKIOU Mehdi                    | 380, av. Georges Frêche – 34830 CLAPIERS     |
| RICHAUD Chloé Laure Marie       | 192, all. Du Bois du Prieur – 34830 CLAPIERS |
| LEULLIEZ Isabelle Suzanne Irene | 10, av. de l’Europe – 34830 CLAPIERS         |
| GELIN Muriel Anne-Claire        | 15, rue André Chamson – 34830 CLAPIERS       |

Il demande au Conseil Municipal de valider ce tirage au sort automatique et de procéder à la désignation des personnes ainsi tirées au sort.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré désigne à l’unanimité les personnes ci-dessus mentionnées.

## **08 – Affaires générales - Avis sur le projet de Schéma d’Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Lez Mosson Etangs Palavasiens**

Monsieur VINDOLET, Adjoint au Maire, indique au Conseil Municipal que les travaux de révision du SAGE (Schéma d’Aménagement et de Gestion des Eaux) Lez-Mosson-Etangs Palavasiens, commencés en janvier 2010, aboutissent avec pour objectif l’approbation du SAGE par arrêté préfectoral en fin d’année suite à l’enquête publique. Cette étape décisive importante permet de reconduire la politique de gestion équilibrée de l’eau menée depuis 2003 sur le bassin versant.

Le SAGE, lancé en 1994 et arrêté en 2003, a été révisé pour tenir compte des évolutions réglementaires et des enjeux émergents sur le territoire.

Pour mener à bien cette révision, un bilan du 1er SAGE a été réalisé, ainsi qu'un état des lieux de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Des commissions thématiques se sont alors réunies pour échanger sur les constats dressés, définir la stratégie et orienter la politique de l'eau à mener sur le bassin versant. La stratégie a été validée par la Commission Locale de l'Eau (CLE) le 18 septembre 2012 et approuvée par le Comité de bassin le 15 octobre 2012.

Les documents du SAGE (Plan d'Aménagement et Gestion Durable (PAGD), Règlement et atlas cartographique) ont ensuite traduit de manière technique et juridique les orientations stratégiques. Ils fixent les objectifs à atteindre, déterminent les moyens nécessaires à leur atteinte (réglementaires, matériels et financiers) et cadrent l'ensemble des programmes d'actions en matière de gestion de l'eau sur le périmètre du SAGE.

Ce travail a fait l'objet d'une large concertation pour garantir la conciliation des différents usages existants avec la préservation de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Si le projet de SAGE ne s'éloigne pas du SAGE approuvé en 2003, il est plus ambitieux et sa portée juridique est renforcée, puisqu'il est non seulement opposable à l'administration et aux collectivités, mais aussi aux tiers à travers son règlement.

Face à la densification du territoire et à la démographie toujours en hausse, la mutation possible des usages fait peser une pression croissante sur les ressources en eau et les milieux aquatiques et humides, dont le bon fonctionnement dépend de leur intégrité physique.

Pour asseoir les objectifs généraux sur l'évaluation des problématiques, 4 enjeux majeurs et 3 enjeux transversaux ont été identifiés dans le projet de SAGE pour prioriser la gestion de l'eau.

#### Les 4 enjeux majeurs

- La préservation et la restauration des milieux aquatiques, des zones humides et de leurs écosystèmes :

Les milieux aquatiques et humides sont menacés par l'urbanisation et l'artificialisation des espaces naturels. Le SAGE définit leur préservation comme une priorité pour garantir leur bon fonctionnement et satisfaire les usages.

Les dispositions du SAGE permettent la caractérisation de ces espaces et définissent les mesures de protection à mettre en œuvre pour les préserver (cours d'eau, espace minimum de bon fonctionnement des cours d'eau, ripisylves, prairies humides, mares, lagunes, zones humides des étangs, ...).

- La gestion des risques d'inondation dans le respect des milieux aquatiques :

La programmation des actions de prévention des inondations doit concilier la préservation des zones d'expansion de crue et du fonctionnement naturel des cours d'eau avec la protection des populations.

Le SAGE prône ainsi le respect des espaces fonctionnels liés à l'eau dans un contexte de fort développement économique et de risques d'inondation élevé.

- La préservation de la ressource naturelle et son partage entre les usages :

Dans le contexte karstique du bassin versant, dont dépend fortement l'alimentation en eau potable, la gestion des étiages nécessite d'améliorer la connaissance des aquifères et d'organiser un partage de la ressource entre les usages, en concertation avec les acteurs concernés et sur la base des études stratégiques en cours (études « volumes prélevables » portant sur le réseau hydrographique et études des karsts Lez et Mosson).

Le SAGE pose pour principe que l'équilibre entre les besoins et la ressource passe prioritairement par la régulation des besoins. La préservation des ressources naturelles pour l'alimentation durable en eau potable reste une orientation majeure du SAGE. Celle-ci repose sur une planification des besoins, à coordonner avec les autres politiques de planification.

- La restauration et le maintien de la qualité des eaux :

L'amélioration de la qualité des eaux par les progrès de l'assainissement domestique, obtenus depuis le SAGE de 2003, ne garantit pas le maintien de cette qualité face à la pression anthropique toujours en augmentation.

Le SAGE préconise ainsi de poursuivre ces efforts d'assainissement et de renforcer la réduction des pollutions diffuses, en ciblant les actions sur les secteurs à enjeux où des pollutions sont fréquemment constatées. Cet objectif passe donc par une meilleure connaissance des apports de pollution et de leur origine.

Le suivi des milieux doit être poursuivi pour évaluer, à moyen et long termes, l'évolution de la qualité de l'eau.

#### Les 3 enjeux transversaux

- La pérennité d'une gouvernance partagée entre les maîtres d'ouvrage des actions du SAGE :

Cet enjeu répond aux besoins identifiés dans l'état des lieux d'une meilleure coordination des maîtrises d'ouvrage sur le bassin versant.

- La sensibilisation et la mobilisation de tous les publics sur la valeur patrimoniale de la ressource : Cet enjeu met l'accent sur la mobilisation nécessaire de tous les gestionnaires et usagers ayant un impact direct ou indirect sur l'eau. La formation pédagogique des élus, des agents techniques des collectivités et des acteurs privés, en charge de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et de la gestion des espaces publics, à la mise en œuvre du SAGE et au respect de ses dispositions est notamment un des leviers essentiels de l'efficacité de la politique territoriale de gestion de l'eau.

Cet enjeu a trait également à la sensibilisation des scolaires. Un programme de sensibilisation des scolaires a été créé et mérite d'être reconduit pour inculquer aux enfants la culture du risque et la valeur de l'eau et en faire des citoyens responsables.

- Le développement continu des connaissances liées à la gestion de l'eau et le suivi des opérations de gestion :

Cet enjeu n'est pas nouveau et doit être réaffirmé sur un territoire où les facteurs d'incertitude d'évolution de la ressource imposent la mise en place de nombreux suivis pour assurer un « monitoring » du bassin versant, voire la création d'un observatoire de l'eau. Il s'agit également de poursuivre le développement des connaissances sur l'état qualitatif et quantitatif de la ressource en eau et l'évolution des milieux aquatiques.

Dans le cadre de la démarche de consultation réglementaire, la Commune, étant située dans le bassin versant Lez-Mosson-Etangs Palavasiens, a été sollicitée par la CLE en février 2014 pour rendre un avis dans un délai de 4 mois, étant précisé que l'absence de réponse à l'issue de ce délai vaut avis favorable.

A cet effet, la Commune a reçu l'ensemble des documents constituant le projet de SAGE pour lesquels Monsieur VINDOLET propose un avis favorable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de donner un avis favorable au projet de SAGE.

#### **09 – Personnel - Recrutement d'agents non titulaires de remplacement**

Monsieur Thierry NOEL, Adjoint au Maire Délégué au personnel rappelle que la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment son article 3-1 permet le recrutement d'agents non-titulaires sur des emplois permanents ou d'agents contractuels indisponibles pour les raisons suivantes :

- temps partiel,
- congé de maladie, congé maternité, congé d'adoption, congé parental, congé de présence parentale, congé de solidarité familiale,
- accomplissement du service national, rappel sous les drapeaux,
- participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelles ou de sécurité civile ou sanitaire,
- tout congé octroyé aux agents contractuels en application du décret n°88-145.

Considérant que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents contractuels indisponibles, il propose au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à recruter des agents contractuels dans les conditions fixées par l'article 3-1 de la loi du 26 janvier 1984 précitée et de l'autoriser à signer toute pièce se rapportant à cette affaire.

Il précise que le Maire ou son Adjoint sera chargé de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil.

Vu l'avis favorable de la Commission personnel en date du 26 mai 2014,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte cette affaire à l'unanimité.

#### **10 – Personnel - Recrutement d'agents contractuels pour accroissement temporaire d'activité ou accroissement saisonnier d'activité**

Monsieur Thierry NOËL, Adjoint au Maire délégué au personnel, rappelle que les besoins du service peuvent nécessiter le recrutement d'agents contractuels pour faire face à un besoin lié à accroissement temporaire d'activité et/ou faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité.



Ces recrutements peuvent être réalisés dans les conditions fixées par les articles 3-1° et 3-2° de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Il explique notamment que pour un accroissement temporaire d'activité la durée maximale du contrat ne peut pas excéder 12 mois pendant une même période de 18 mois, et que pour un accroissement saisonnier d'activité la durée maximale du contrat ne peut pas excéder 6 mois pendant une même période de 12 mois.

Monsieur Thierry NOËL propose donc au Conseil Municipal :

D'autoriser Monsieur le Maire, ou l'un de ses adjoints, à recruter en tant que de besoin, des agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité et/ou faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité dans les conditions fixées par l'article 3 – 1° et/ou l'article 3 – 2° de la loi du 26 janvier 1984 précitée.

Il précise que le Maire ou son adjoint sera chargé de la constatation des besoins concernés, ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions exercées et de leur profil.

Vu l'avis favorable de la Commission personnel en date du 26 mai 2014,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte cette affaire à l'unanimité.

### **11 – Personnel - Recrutement d'agents en Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE)**

Monsieur Thierry NOËL, Adjoint au Maire Délégué au personnel indique que le dispositif « contrat unique d'insertion » (C.U.I.) a été institué par la loi du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion.

Ce dispositif a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'accès à l'emploi, en simplifiant l'architecture des contrats aidés.

Dans le secteur non-marchand, le C.U.I. prend la forme d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi (C.A.E.).

Ces C.A.E. sont proposés, prioritairement aux collectivités territoriales, afin de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes à la recherche d'un emploi.

La prescription du contrat d'accompagnement dans l'emploi est placée sous la responsabilité de Pôle emploi pour le compte de l'Etat ou du Conseil général.

Ces contrats sont dits « aidés » car la rémunération est prise en charge par l'Etat, en l'état actuel de la réglementation celle-ci étant susceptible d'évoluer, dans la limite de 95% du SMIC. Ce taux de remboursement est fixé par arrêté du Préfet de Région. L'employeur est également exonéré de cotisations patronales dues au titre des assurances sociales et des allocations familiales, pendant la durée du contrat.

La durée de cette convention ne peut pas être inférieure à 6 mois et est renouvelable jusqu'à 24 mois maximum.

La durée hebdomadaire minimale de travail est de 20 heures et la rémunération perçue par l'agent est fixée sur la base minimale du SMIC horaire.

La Commune de Clapiers étant déjà inscrite dans cette démarche d'insertion professionnelle des personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'accès à l'emploi, et suite au renouvellement de l'assemblée délibérante, il propose au Conseil Municipal d'autoriser, Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints :

- à signer les renouvellements des conventions CUI-CAE en cours ainsi que les Contrats à Durée Déterminée qui en découlent,
- à procéder à la signature de nouvelles conventions CUI-CAE et les Contrats à Durée Déterminée en découlant si les besoins de la collectivité et la possibilité d'insertion d'un demandeur d'emploi se trouvent réunies.

Vu l'avis favorable de la Commission personnel en date du 26 mai 2014,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré adopte cette affaire à l'unanimité.

## **12 – Personnel - Recrutement d'agents en Emploi d'Avenir (EA)**

Monsieur Thierry NOEL, Adjoint au Maire Délégué au personnel indique au Conseil Municipal que depuis le 1er novembre 2012, le dispositif « emplois d'avenir » est entré en vigueur.

Créé par la loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012, ce nouveau dispositif a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes peu ou pas qualifiés ou résidant dans des zones prioritaires par contrat aidé.

Le contrat d'avenir a une durée minimum d'un an renouvelable jusqu'à 3 ans au maximum.

Il indique que la Commune a déjà eu recours à ce dispositif et peut donc décider d'y recourir à nouveau. Cette démarche nécessite un engagement à former le jeune en interne et rechercher des formations extérieures en lien avec la mission locale et ainsi lui faire acquérir une qualification.

La durée hebdomadaire afférente à l'emploi est, sauf dérogations particulières, de 35 heures par semaine et la rémunération doit être au minimum égale au S.M.I.C.

L'aide à l'insertion professionnelle versée par l'Etat est fixée, selon la réglementation en vigueur, à 75 % du taux horaire brut du S.M.I.C. Cette aide s'accompagne d'exonération de charges patronales de sécurité sociale.

Afin de permettre aux contrats en cours de se poursuivre ou de recruter de nouveaux emplois d'avenir, il propose au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints :

- à signer les renouvellements des conventions d'emploi d'avenir en cours ainsi que les contrats à durée déterminée qui en découlent,
- à procéder à la signature de nouvelles conventions emploi d'avenir et les Contrats à Durée Déterminée en découlant si les besoins de la collectivité et la possibilité d'insertion se trouvent réunies.

Vu l'avis favorable de la Commission personnel en date du 26 mai 2014,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré adopte cette affaire à l'unanimité

## **13 – Finances - Demande de subvention au FEDER pour la virtualisation des serveurs**

Vu l'avis de la commission des finances, réunie le 26 mai 2014,

Madame France Gaborit, adjointe déléguée aux finances, expose que la virtualisation informatique est un procédé innovant, encore peu utilisé par les collectivités territoriales, permettant de faire fonctionner plusieurs systèmes d'exploitation en même temps sur un seul serveur. Il permet une meilleure utilisation des ressources des appareils, évitant ainsi de les multiplier.

Il permet également d'effectuer des sauvegardes réciproques des données d'un serveur à l'autre. Ainsi, si l'un d'entre eux tombe en panne, l'autre pourra aussitôt prendre le relais.

La virtualisation est par conséquent tant un gage d'économies d'énergie que de sécurisation des données informatiques. Or la commune n'est pour l'heure pas pourvue d'une telle infrastructure et il est important d'y remédier.

Madame Gaborit précise que cette démarche s'inscrit dans celle menée en collaboration avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de mise en place d'une plate forme e-citoyen. Elle vient également en appui aux e-services proposés par la Commune (notamment paiement en ligne des prestations de restauration scolaire et accueils de loisirs).

Dès sa mise en œuvre, la virtualisation provoquera une optimisation du fonctionnement des services de la collectivité, grâce aux bénéfices décrits ci-dessus (sécurisation des données, économies d'énergie etc...).

Le coût global de l'opération est estimé à 24 000,00€ HT. Madame Gaborit propose au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à solliciter une subvention FEDER (programmation 2014-2020) aussi importante que possible pour ce projet et à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité, adopte cette affaire.

#### **14 – Enfance Jeunesse - Tarifs séjours**

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que les services Enfance/Jeunesse organisent dans le cadre des Accueils de Loisirs Sans Hébergement des séjours d'été et hiver dont il convient de fixer les tarifs ainsi qu'il suit :

##### **Tarifs Hiver Enfance et Jeunesse**

Tarifs Clapiérois : déterminés en fonction du prix journée :

150 € prix journée inférieur à 11 €

200€ prix journée entre 11€ et 15€

270€ prix journée entre 15€ et 18€

340€ prix journée supérieur à 18€

Tarif minimum après abattement des aides de la CAF : 50 euros

Tarif Non Clapiérois : 490€

##### **Tarifs Eté Jeunesse :**

Tarifs Clapiérois : déterminés en fonction du prix journée

140 € prix de journée inférieur à 11 €

190 € prix de journée entre 11 € et 15 €

250 € prix de journée entre 15 € et 18 €

320 € prix journée supérieur à 18 €

Tarif minimum après abattement des aides de la CAF : 50 euros

Tarifs non Clapiérois : 420 €

##### **Tarifs Eté Enfance**

Tarifs Clapiérois : déterminés en fonction du prix journée

100 € prix journée inférieur à 11 €

120 € prix journée entre 11€ et 15€

150 € prix journée entre 15€ et 18€

180 € prix journée supérieur à 18€

**Tarif minimum après abattement des aides de la CAF : 20 euros**

Tarif Non Clapiérois : 200 euros

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte cette affaire à l'unanimité.